

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

Geopolitique

N° 425 du 26.01

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Le Hamas propose une trêve d'une année et l'ouverture des points de passage vers la Bande de Gaza à Israël.
Israël, cet allié très privilégié de l'Otan...

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 Antonio Artuso : Les faits rapportés par Jeff Halper sur le "système de pacification globale" sont terrifiant.

1-2 Michel Chossudovsky : Envois d'un volume inhabituel d'armes des États-Unis vers Israël: Ces pays
projetent-ils d'étendre la guerre au Moyen-Orient ?

1-3 Mechaal : "la bataille de Gaza a établi une sérieuse stratégie pour la libération de la Palestine".

1-4 Une perte décisive pour Israël.

1-5 John Ging, chef de l'UNRWA à Gaza : le Hamas est renforcé.

1-6 Abbas peut-il survivre à la guerre contre Gaza ?

1-7 Jonathan Cook : La doctrine israélienne du ravage.

2 Annexe

Tiré a part

Le Hamas propose une trêve d'une année et l'ouverture des points de passage vers la Bande de Gaza à Israël

Le Caire -- Une délégation du Hamas a proposé à Israël une trêve d'une année et l'ouverture des points de passage vers la Bande de Gaza, lors des pourparlers organisés au Caire.

Selon Ayman Taha, un des membres de la délégation du Mouvement de la résistance islamique, des responsables égyptiens ont informé le Hamas d'une proposition israélienne prévoyant une trêve d'une année et demie et une ouverture partielle des points de passage.

La délégation du Hamas a refusé cette offre et proposé à la place un cessez-le-feu d'un an et l'ouverture des frontières, une proposition qui doit maintenant être débattue avec la direction du mouvement à Damas, en Syrie, a indiqué Ayman Taha.

«Nous allons de nouveau étudier cette question, et nous reviendrons vers les Égyptiens», a-t-il déclaré à l'agence officielle égyptienne MENA, sans évoquer les autres termes d'un éventuel accord. Le Hamas a, dans le passé, fait savoir qu'il ne respecterait une trêve qu'à la condition qu'Israël suspende son blocus de Gaza et rouvre les points de passage.

Des responsables du Hamas se trouvaient hier au Caire pour des entretiens avec le chef des renseignements égyptiens Omar Suleiman portant sur la nature et la durée de la trêve avec Israël, un système de surveillance des points de passage et les efforts de reconstruction après le conflit dans la Bande de Gaza.

«Nous sommes prêts à apporter notre aide sur cette question [la reconstruction, NDLR], mais nous ne souhaitons pas en faire une question politique ou le prétexte d'un chantage», a déclaré M. Suleiman à MENA.

[AP_25-01](#)

Israël, cet allié très privilégié de l'Otan...

Début décembre, alors que le gouvernement israélien maitrait au points les derniers préparatifs de son opération criminelle, l'Otan a discrètement entériné un [accord renforçant et élargissant ses liens sécuritaires et diplomatiques avec Israël](#).

Lors d'un de ces nombreux forums Otan Israël, Tzipi Livny déclarait : "En partageant les mêmes valeurs de démocratie et de liberté, face aux mêmes menaces et à la volonté de défendre notre mode de vie commun, l'Otan et Israël sont des partenaires naturels et les alliés stratégiques. La Civilisation Occidentale et la communauté atlantique, que défend l'Otan, sont l'habitat naturel d'Israël"

Nous n'avons manifestement pas la même vision de la Civilisation que Mme Livny.

Pour nous l'apartheid, l'épuration ethnique, le bombardement d'une population sans défense ou son étranglement à petit feu par le blocus appartiennent à un autre âge.

Le SG de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer s'est refusé à qualifier les actions israéliennes de "disproportionnées", déclarant que ses actions étaient une "*question de survie*". Il est très instructif de comparer à ses déclaration du mois d'août : "*L'usage de la force par la Russie est disproportionnée*" ou "*Je ne veux pas entrer dans les considérations de qui a fait quoi quand*" (12 août)

<http://www.csotan.org/>

21-01

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 Antonio Artuso : Les faits rapportés par Jeff Halper sur le "système de pacification globale" sont terrifiant.

Les méthodes israéliennes de "pacification" du peuple palestinien, seront bientôt utilisés contre d'autres peuples. Des milliards de dollars des États-Unis sont consacrés à la recherche de nouvelles méthodes et de nouvelles armes de contrôle des populations.

Nous sommes dans un contexte de crise économique mondiale du capitalisme, la hausse des prix des aliments, de guerres d'invasion et d'occupation et de résistance de tous les peuples contre le capitalisme et contre l'État capitaliste (machine de répression - armées, polices, paramilitaires, système judiciaire, mensonges systématiques et mondiaux des médias, des politiciens, des chercheurs universitaires, des "think tanks" (centres de recherche, de stratégie et de diffusion politique des capitalistes), des ONG de déstabilisation de régimes.

Jeff Halper a rencontré, quelques minutes avant sa conférence, les trois interprètes.

Ces derniers lui ont demandé quelle terminologie il allait employer.

Et Jeff Halper a rapidement sorti six concepts, l'un après l'autre, sans hésiter.

Quelques concepts utilisés par Jeff Halper :

1) le concept de «Global pacification system», système de pacification globale :

- recherche sur les armes modernes;
- méthodes de contrôle des populations;
- méthodes de répression de toute opposition au système dominant
- criminalisation de toute opposition
- utilisation de méthodes anti-insurrectionnelles contre toute opposition dans le monde
- criminalisation des mouvements de revendications, d'opposition à la guerre, de dénonciation des politiques anti-démocratiques, etc.;

2) le concept de «surplus humanity», d'"humanité excédentaire" - Israël considère le peuple palestinien comme un peuple excédentaire. Les États capitalistes du monde entier, et à leur tête les États-Unis, ont décidé que certaines populations comme devant être dispersées ou exterminées. Le peuple palestinien est un cobaye sur lequel Israël et les États-Unis essaient de nouvelles méthodes d'expulsion de population (Penser aux paramilitaires en Colombie qui ont expulsé par la terreur, avec l'appui de l'armée et le silence total de la justice, cinq millions de paysans pauvres et d'autochtones de leurs terres.)

3) le concept de «warehousing», c'est-à-dire le parquage - comment parquer les "humains excédentaires" dans des camps de réfugiés, dans des zones de déportation, dans des réserves amérindiennes, dans des bidonvilles, etc.;

4) le concept de «counter-insurgency», contre-insurrection :

Israël fait des tests sur le terrain d'armes et de méthodes.

Le peuple palestinien sert de cobaye à ces tests.

Ces méthodes seront utilisées au Canada et dans les autres pays :

a) développement des méthodes, des armes et des technologies contre-insurrectionnelles.

(seulement pour la recherche d'armes nouvelles les États-Unis ont dépensé 1,4 trillions de dollars) :

- balles qui traversent le béton;
- appareil permettant de voir à travers les murs;
- chaque arbre, maison, immeuble, mur, est maintenant simulé sur des écrans d'ordinateurs, ce qui permet aux militaires de "voir" ou de diriger les soldats
- technologies de surveillance électronique, de détection et de destruction;
- drones (avions télécommandés, c'est-à-dire sans pilote, des robots de surveillance et de destruction);
- techniques d'empoisonnement de militants, etc.
- méthodes de l'armée israélienne pour attaquer les villes : les soldats ne circulent plus dans les rues, ils traversent les murs des maisons, d'une maison à l'autre.

Aux coûts de la recherche s'ajoutent les sommes astronomiques (1) de fabrication (2) d'utilisation des armes (3) en salaires des armées;

b) exportation de spécialistes israéliens en méthodes contre-insurrectionnelles, testées en Palestine. Ces spécialistes sont très demandés.

- techniques d'assassinats sélectifs de personnes et de massacres pour expulsions des populations;
- techniques de contrôle des populations'

Exemples :

- contre les militants anti-Apartheid en Afrique du Sud;
- Guatemala dans les années 80, massacres des Mayas sous le gouvernement Rios Montt, contre la résistance au vol des terres par les compagnies minières et contre la guérilla;
- pour aider les groupes terroristes qui essaient de renverser les régimes progressistes latino-américains;
- pour aider les mercenaires qui veulent créer des enclaves pour l'exploitation des fabuleuses richesses minières comme au Congo;
- pour aider les mouvements séparatistes de zones riches et exclure les autochtones comme dans certains pays d'Amérique latine, etc.

5) le terme «nanotechnology», nanotechnologie, appliquée à la lutte contre-insurrectionnelles : les États-Unis sont en train d'installer une barrière de dispositifs électroniques à leur frontière avec le Mexique (caméras, appareils de vision la nuit, etc.), "bourdons bioniques" (bionic hornets) qui surveillent et peuvent tuer, etc.;

6) le concept de «Global Palestine», extension aux populations mondiales des méthodes et des armes utilisées par Israël contre le peuple palestinien.

Les États du monde veulent transformer la guerre d'Israël contre les Palestiniens en un système mondial de soumission des peuples.

Israël n'est pas seulement une puissance régionale, c'est aussi une puissance mondiale.

La guerre et le génocide des Palestiniens par Israël est un laboratoire touche DIRECTEMENT le Québec, le Canada et tous les pays et nations du monde.

Jeff Halper a parlé du triangle de légitimité (1) du contrôle par État; (2) du contrôle de l'économie; et (2) du contrôle des mouvement de populations :

1) le contrôle par État et légitimisation de tout ce que l'État fait : Un État peut bombarder, torturer, assassiner, il est légitimisé par les médias, par l'idéologie, mais un mouvement insurrectionnel qui défend les droits d'un peuple est considéré comme terroriste; L'ONU légitimise l'usage de la force par les États; l'usage de la force par les mouvements de Résistance des peuples (peuple palestinien) est considérée comme étant du terrorisme, parce que ce n'est pas un État qui emploie la force;

2) le contrôle de l'économie : l'État a le droit de fixer les mesures de crise économique, etc.

3) le contrôle des mouvements de population : L'État a le droit de déporter, de bombarder, de terroriser, de parquer des populations.

Les «Georgia Rules», c'est-à-dire les principes utilisés dans les conflits en Georgie (ex-république socialiste soviétique) :

L'État c'est les "bons", les peuples qui se battent ce sont les "méchants".
Les médias cachent le nombre effarant d'enfants massacrés par les forces israéliennes.

On utilise 1) on ne peut plus distinguer les civils des combattants;
2) il faut que nos soldats réussissent leur mission;
3) il faut protéger nos soldats.
4) l'utilisation de tanks contre des civil est légitime;
5) les tanks peuvent tirer contre des camps de réfugiés.

Quelques points discutés pendant la période de questions :

Sur l'utilisation de la non-violence et de la violence :

Les méthodes non-violentes ont toutes été déjouées par Israël.
Les méthodes non-violentes sont insuffisantes pour mettre fin à ce système de pacification globale.

Développer la société civile internationale : syndicats, partis politiques, organisations démocratiques, sociales, politiques, de droits de la personne.

Utilisation de théories philosophiques pour développer l'idéologie de domination :

- les philosophes «déconstructionnistes» comme Foucault et Dérída.

Complicité des médias de masse;

Complicité des universités :

John Hopkins est financé par le Pentagone

Complicité des gouvernements;

Au Canada, Stockwell Day, ministre du gouvernement conservateur Harper, a signé un Accord de sécurité publique entre le Canada et Israël à l'insu du Parlement canadien.

Israël a importé 30 milliards d'armements des EEUU.

Jeff Halper est un anthropologue engagé, auteur et militant.

Il est coordonnateur du Comité israélien contre les démolitions de maisons (CICDM)

Postulant au Prix Nobel de la Paix en 2006 avec Ghassan Andouni, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le conflit israélo-palestinien et intervient fréquemment sur ce sujet.

<http://www.icahd.org/eng/>

Antonio Artuso

1-2 Michel Chossudovsky : Envois d'un volume inhabituel d'armes des États-Unis vers Israël: Ces pays projettent-ils d'étendre la guerre au Moyen-Orient?

Cette version française a été révisée le 18 janvier 2008.

Une très grosse cargaison d'armes, composée de 3000 tonnes de munitions, doit être envoyée des États-Unis vers Israël. La taille et la nature de cette expédition sont qualifiées d'« insolites » :

« L'envoi inhabituel de 3000 tonnes de munitions en une seule fois, cela fait beaucoup » déclarait un courtier sous couvert d'anonymat.

« Cela (ce type de demande) est assez rare et on n'en a pas vu beaucoup sur le marché ces dernières années » a-t-il ajouté.

À Londres, les courtiers maritimes spécialisés dans le transport d'armes pour les armées étasunienne et britannique, ont affirmé que ce genre d'affrètement vers Israël était rare. (Reuters, 10 janvier 2009).

Une compagnie de la marine marchande grecque a été chargée par le Pentagone de livrer les armes à Israël :

Les documents du ravitaillement maritime vus par Reuters montrent que les États-Unis ont cherché à louer un navire marchand pour expédier des centaines de tonnes d'armes vers Israël depuis la Grèce à la fin de ce mois-ci.

L'*US Navy's Military Sealift Command* a déclaré que le navire devrait transporter en deux voyages distincts 325 conteneurs standards de 6 mètres, dont le contenu était enregistré sous le nom de « munitions », depuis le port grec d'Astakos jusqu'au port israélien d'Ashdod, durant la deuxième moitié de janvier.

Sur le manifeste de cargaison, l'identification de « matières dangereuses » évoque des substances explosives et des détonateurs, mais aucun autre détail n'y figure. (Ibid)

Il est à noter que l'envoi d'un stock inhabituellement important de munitions des États-Unis vers Israël avait également été programmé début décembre [2008] :

Les documents indiquent que le navire allemand loué début décembre par les États-Unis transportait aussi une énorme cargaison d'armes, pesant plus de 2,6 millions de kg [2600 tonnes], qui remplissait 989 conteneurs standard de 6 mètres.

La provenance était la Caroline du Nord et la destination était Ashod. (Press TV, 10 janvier 2009).

Ces grandes expéditions de munitions sont-elles liées à l'invasion de Gaza ?

Selon Reuters, la demande du Pentagone de transporter des munitions dans un navire de commerce a été faite le 31 décembre, 4 jours après le début des bombardements aériens sur Gaza par les avions de chasse F16. Les analystes ont conclu à la légère, sans preuve, que les deux expéditions de « munitions » sont destinées à approvisionner les forces armées d'Israël pour l'aider dans son invasion militaire de Gaza.

À Londres, un analyste militaire chevronné, a indiqué sous couvert d'anonymat, qu'à cause du timing, les expéditions pourraient être « irrégulières » et liées à l'offensive contre Gaza. (Reuters, 10 janvier 2009).

Ces rapports sont erronés. Dans une opération militaire, la livraison de munitions précède toujours l'attaque. Les munitions requises pour l'opération « Plomb Durci » ont été déterminées en juin 2008. Suite à la demande de Tel-Aviv dans le cadre du programme étasunien d'aide militaire à Israël, le Congrès a approuvé en septembre 2008 le transfert de 1000 **Guided Bomb Units 39** (GBU-39), des bombes perce-bunker de haute précision, de petit diamètre et guidées par GPS.

Les bombes GBU-39 produites par Boeing ont été livrées à Israël en novembre. Elles ont été utilisées lors des premiers raids aériens sur Gaza :

L'armée de l'air israélienne (IAF) a utilisé les nouvelles *GBU-39 Small Diameter Bomb* achetées aux États-Unis dans les récentes attaques contre Gaza. Le [Jerusalem] Post a signalé que ces nouvelles armes, commandées en septembre, étaient arrivées le mois dernier [novembre], et étaient déjà utilisées par les avions de chasse de l'IAF. Ces armes ont pu être larguées par les F-15Is de l'IAF, car jusqu'ici ces bombes de petit diamètre ne peuvent être utilisées que par ce type d'avion.

Il est hautement improbable que le gros de l'armement inclus dans ces deux envois massifs, qui doivent arriver en Israël vers fin janvier, soit destiné à servir dans l'opération militaire menée par Israël à Gaza. La GBU-39 est légère (130 kg). Le poids total de l'expédition des GBU-39 (1000 unités) serait de l'ordre de 130 modestes tonnes. En d'autres termes, les spécifications de la GBU-39 ne correspondent pas à la description de l'envoi d'armement « exceptionnellement grand » et « lourd ».

GBU-39

Le scénario de l'escalade

L'expédition commandée le 31 décembre est de l'ordre de 3000 tonnes, une cargaison de « munitions » très pesante et volumineuse, qui indique un transfert d'armes lourdes vers Israël.

Selon les déclarations de l'armée étasunienne, les munitions doivent être entreposées pour un usage « en urgence » dans l'éventualité d'un conflit :

Cet envoi de routine avait déjà été programmé et n'est pas destiné à l'opération actuelle à Gaza. Les militaires étasuniens pré-positionnent des stocks de sécurité dans certains pays, **en cas de besoin urgent**. (Reuters, 10 janvier 2009, souligné par l'auteur)

Quelle que soit la nature de ces grandes cargaisons d'armes, elles sont destinées à servir lors d'une opération militaire future au Moyen-Orient.

Depuis le lancement de la *Theater Iran Near Term Operation* (TIRANNT) en mai 2003, un scénario d'escalade impliquant des actions militaires contre l'Iran et la Syrie a été envisagé. TIRANNT a été suivie par une série de plans militaires visant l'Iran. De nombreuses déclarations officielles et des documents militaires étasuniens suggèrent l'élargissement de la guerre au Moyen-Orient.

Ces expéditions d'armes indiquent que le « scénario de l'escalade » non seulement existe, mais est passé à une phase de planification militaire israélo-étasunienne plus active.

On ne sait pas encore si ces armes seront utilisées ou non. À cet égard, la question centrale est de savoir si l'invasion de Gaza fait partie d'une aventure militaire de plus grande envergure contre le Liban, la Syrie et l'Iran, dans laquelle des armes lourdes des États-Unis, bombes perce-bunker comprises, seront utilisées.

L'histoire des envois d'armes étasuniennes en Israël

Le stockage en Israël de bombes perce-bunker *made in USA* est en cours depuis 2005 :

Les États-Unis vont vendre à Israël près de 5000 bombes intelligentes. Ce serait le plus gros contrat de ventes d'armes entre ces deux alliés depuis des années.

Parmi les bombes que recevra l'armée de l'air [israélienne], il y a **500 bombes perce-bunker d'une tonne capables de transpercer des murs de béton de deux mètres d'épaisseur, 2500 bombes ordinaires d'une tonne, 1000 bombes de 500 kilos, et 500 bombes de 250 kilos. Les bombes achetées par Israël incluent des versions aéroportées, des systèmes de guidage, des bombes d'entraînement et des détonateurs. Elles sont guidées par un satellite israélien utilisé par les militaires.**

La vente augmentera les fournitures de bombes intelligentes israéliennes. Le Pentagone a déclaré au Congrès que les bombes **étaient destinées à maintenir l'avantage qualitatif d'Israël [contre l'Iran], et à mettre en avant les intérêts stratégiques et tactiques des États-Unis.** (Jewish Virtual Library, 21-22 septembre 2004, Haaretz / Jerusalem Post).

Les expéditions actuelles de bombes perce-bunker *made in USA* ont débuté en 2005. En avril 2005, les États-Unis ont approuvé la livraison d'environ 5000 « armes intelligentes air-sol », dont quelque 500 bombes perce-bunker BLU 109. Ces munitions (enrobées d'uranium) seraient plus « adéquates pour viser l'ensemble des cibles iraniennes, à l'exception peut-être de l'installation souterraine de Natanz, qui pourrait exiger la perce-bunker BLU-113 [plus puissante, une variante de la GBU 28] ». (Voir Michel Chossudovsky, Planned US-Israeli Nuclear Attack on Iran, Global Research, 1er mai 2005).

La BLU-109 est plus petite que la GBU 28. « C'est une ogive de 900 kg, utilisable avec un kit de guidage GPS [...], et qui peut percer jusqu'à 4,5 mètres de béton armé » (voir F16.net).

Selon le New York Times, en août 2006, au summum de la guerre contre le Liban, une importante cargaison de bombes GBU 28 de 2,2 tonnes a été envoyée en Israël.

La GBU 28 est produite par Raytheon. Utilisée en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991, elle a la capacité de percer environ 6 mètres de béton armé (Haaretz, 9 novembre 2008). Contrairement aux bombes GBU 39 de 130 kilos utilisées à Gaza, chaque GBU-28 pèse 2,2 tonnes.

Selon la Federation of American Scientists, « la *Guided Bomb Unit-28* (GBU-28) est une arme spécialement développée pour transpercer les centres de commandement irakiens fortifiés, profondément enterrés. La GBU-28 est une arme conventionnelle de 2,2 tonnes à guidage laser, qui utilise une ogive pénétrante de 2 tonnes ».

(Pour une représentation visuelle, voir « Bob Sherman, How the GBU-28 works, » USA Today en ligne).

GBU-28

Vidéo de démonstration de la GBU 28 sur UTube

Ces expéditions d'armes récentes vers Israël, d'une importance exceptionnelle, sont financées par l'aide militaire étasunienne à Israël et font partie de l'accord de 2004 entre Washington et Tel-Aviv.

Comme mentionné ci-dessus, les livraisons de bombes perce-bunker (incluant la GBU 28) remontent à 2005.

Bien que la nature et la composition de ces dernières cargaisons d'armes soient inconnues, on soupçonne qu'elles comportent la version perce-bunker lourde, comme la GBU-28.

À cet égard, il convient de noter que l'été dernier, Israël a demandé au Pentagone de lui fournir des bombes perce-bunker GBU-28. Le but déclaré était de les utiliser dans l'éventualité d'une opération militaire dirigée contre l'Iran.

En septembre 2008, selon la presse étasunienne et israélienne citant des fonctionnaires du Pentagone, la demande de Tel-Aviv a été rejetée. Selon ces rapports, Washington a catégoriquement refusé de livrer la cargaison de bombes perce-bunker GBU 28, qui auraient pu être utilisées pour attaquer les installations

nucléaires iraniennes. À la place, Washington a accepté de livrer la GBU-39, plus légère, pour qu'elle soit utilisée à Gaza.

Les États-Unis ont « rejeté une demande d'Israël, qui requérait des équipements militaires et une aide qui lui permettrait d'améliorer sa capacité à attaquer les installations nucléaires iraniennes ».

Les États-Unis ont considéré la demande [d'Israël], transmise (et rejetée) au plus haut niveau comme un signe du stade de préparation avancé d'Israël pour attaquer l'Iran. Ils ont donc mis en garde Israël contre toute attaque, affirmant que ce genre d'intervention allait à l'encontre des intérêts étasuniens. **Ils ont aussi demandé à Israël d'être prévenus en avance**, au cas où l'état hébreu déciderait malgré tout d'attaquer l'Iran. Début septembre, Haaretz a signalé que la demande comportait des bombes perce-bunker GBU-28. Selon AP, les États-Unis ont convenu à la mi-septembre de vendre à Israël 1000 bombes perce-bunker GBU-39 à la place, qui, selon les experts militaires israéliens, « pourraient constituer une nouvelle arme puissante » contre Gaza.

Ainsi, quand Israël a demandé aux des armes qui auraient pu servir à bombarder l'Iran, les États-Unis ont refusé, ajoutant explicitement qu'ils ne souhaitaient pas voir d'attaque israélienne contre l'Iran. Et il n'y a pas eu d'attaque israélienne contre l'Iran. ([Defense Update.com](#), décembre 2008).

La désinformation médiatique

Les déclarations officielles et les communiqués de presse sont bidon. Israël et les États-Unis ont toujours agi en étroite coordination. Washington « n'exige pas qu'Israël lui fournisse un préavis » avant une opération militaire : Le rapport d'Haaretz suggère que l'administration Bush était intransigeante et ne voulait pas que les Israéliens attaquent l'Iran. Le rapport laissait même penser que les États-Unis abattraient tout avion israélien essayant d'attaquer l'Iran :

Autorisation de l'espace aérien : une attaque contre l'Iran nécessiterait de traverser l'espace aérien irakien. Pour ce faire, il faudrait ouvrir un couloir aérien que **les avions de combat israéliens pourraient emprunter sans être pris pour cible par les avions étasuniens ou les missiles antiaériens**. Les États-Unis ont aussi rejeté cette demande. Un compte rendu indique que pour esquiver le problème, les États-Unis ont répondu aux Israéliens de demander l'autorisation à Nouri al-Maliki, le premier ministre irakien, en leur tenant à peu près ce langage : « Si vous voulez, arrangez-vous avec lui » (Haaretz 9 novembre 2008).

Ce rapport israélien est trompeur. Israël est l'allié des États-Unis. Les opérations militaires sont étroitement coordonnées. Israël n'agit pas sans l'approbation de Washington et les États-Unis n'abattent pas les avions de son plus proche allié.

Nature et composition des dernières livraisons d'armes des États-Unis vers Israël

Ces envois de « munitions » anormalement volumineux devraient en principe nécessiter l'aval du Congrès. À notre connaissance, il n'existe pas de dossier public sur l'approbation de ces envois de munitions vers Israël.

La nature et la composition des cargaisons sont inconnues. La demande de livraison par Israël de GBU 28 de 2,2 tonnes a-t-elle été acceptée par Washington, en court-circuitant le Congrès ? Ces bombes GBU 28 font-elles partie de la cargaison de 3000 tonnes envoyée vers Israël ? Des mini-bombes nucléaires tactiques perce-bunker sont-elles incluses dans l'arsenal d'Israël ? **Ce sont les questions à poser au Congrès des États-Unis.** Les deux expéditions de « munitions » devraient arriver en Israël au plus tard les 25 et le 31 janvier. Le Secrétaire Robert Gates, qui reste à la tête du Département de la Défense, assure la continuité du calendrier militaire.

Préparation à une confrontation avec l'Iran : renforcement du système de défense antimissile d'Israël

Début janvier, le Pentagone a envoyé en Israël quelque 100 militaires de l'*US European Command* (EUCOM) pour aider à installer un nouveau système radar d'alerte précoce en bande X. Ce projet fait partie de l'aide militaire pour Israël approuvée par le Pentagone en septembre 2008 :

Le gouvernement israélien a demandé ce système pour l'aider à se défendre contre une éventuelle attaque de missiles de l'Iran. Le Secrétaire à la Défense Robert M. Gates a signé l'ordre de déploiement à la mi-septembre.

Selon les fonctionnaires de l'*US Missile Defense Agency*, ce système pourra, dès qu'il sera pleinement opérationnel, suivre et identifier de petits objets à grande distance et à très haute altitude, notamment dans l'espace. **De plus, la défense antimissile d'Israël s'intégrera au réseau mondial de détection de missiles des États-Unis.**

Cela permettra aux Israéliens de suivre les missiles balistiques à moyenne et longue portée bien mieux que ce que permet leur système actuel » a déclaré Morrell. « La portée des radars de la défense antimissiles israélienne doublera et accroîtra son temps d'engagement disponible ».

D'après lui, cela permettra d'améliorer grandement la capacité défensive d'Israël. Et il ajoute « **les missiles balistiques, notamment ceux de l'Iran, représentent une menace grandissante dans la région, et personne ne devrait se sentir plus nerveux que les Israéliens à ce sujet. Il est clair qu'ils le sont et ils ont demandé notre aide** ». ([Defense Talk.com](#), 6 janvier 2009, souligné par l'auteur).

Le nouveau système radar en bande X « permet l'interception précoce, dès le lancement sur le territoire ennemi au lieu du territoire ami » (Sénateur Azzolina Joseph, [Protecting Israel from Iran's missiles](#), [Bayshore News](#), 26 décembre 2008).

Le radar en bande X intégrerait la défense antimissile d'Israël dans le réseau de détection mondial des États-Unis, qui comporte des satellites, des navires de l'*Advanced Electronic Guided Interceptor System*, en Méditerranée, dans le Golfe Persique et en Mer Rouge, ainsi que les radars et les intercepteurs au sol du système Patriot. » (Ibid)

Ce que cela signifie, c'est que Washington fait la pluie et le beau temps. Ce sont les États-Unis, et non Israël, qui contrôleront le système de défense : « Ceci est, et restera, un système radar étasunien » a déclaré le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell. « Ce n'est pas quelque chose que nous donnons ou vendons aux Israéliens, c'est quelque chose qui nécessitera du **personnel des États-Unis pour fonctionner** ». (Cité dans [Israel National News](#), 9 janvier 2009, souligné par l'auteur).

En d'autres termes, l'armée étasunienne contrôle le système de défense aérienne d'Israël, qui est intégré au système mondial de défense antimissile des États-Unis. Dans ces circonstances, Israël ne peut pas lancer de guerre contre l'Iran sans l'aval du haut commandement des États-Unis.

Les envois de munitions des États-Unis, qui devraient arriver en Israël après la prise de fonction de Barack Obama à la présidence des États-Unis et comme commandant en chef, font partie du programme plus général de coopération militaire US-israélienne avec l'Iran en ligne de mire.

Le renforcement de la défense antimissile d'Israël, conjugué aux expéditions d'armes étasuniennes, font partie d'un scénario d'escalade qui pourrait entraîner le Moyen-Orient dans une guerre élargie sous l'administration Obama.

Une nouvelle Guerre froide ?

Les deux camps ont renforcé leurs capacités militaires. L'Iran a répondu à l'initiative israélo-étasunienne en étoffant son propre système de défense antimissile avec le soutien de la Russie. Selon des rapports (21 décembre), Moscou et Téhéran ont tenu des pourparlers sur la fourniture par la Russie de systèmes de défense aérienne à moyenne portée, en particulier des systèmes sol-air de défense antimissile S-300 » ([Asian Times](#), 9 janvier 2009).

Lire l'article original en anglais: [Unusually Large U.S. Weapons Shipment to Israel: Are the US and Israel Planning a Broader Middle East War?](#), publié le 11 janvier 2008.

Traduction: Pétrus Lombard. Révisé par Nicolas Gourio pour Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation](#), [La vérité derrière le 11 septembre](#) et de [la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 11 langues).
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=1179>

1-3 Mechaal : "la bataille de Gaza a établi une sérieuse stratégie pour la libération de la Palestine"

En affirmant qu'elle représente une immense déviation sur le conflit israélo-palestinien

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé, à Damas, que la bataille de Gaza est une grande et véritable guerre remportée par le peuple palestinien sur sa terre, en soulignant que cette bataille représente une forte déviation dans le conflit israélo-palestinien.

Lors d'un discours télévisé adressé, mercredi 21/1, au peuple palestinien, ainsi qu'à la nation arabo-musulmane et au monde entier, à l'occasion de la victoire du peuple palestinien, à Gaza, Mechaal a déclaré que cette victoire a établi une sérieuse et efficace stratégie pour la libération de la Palestine, c'est une forte déviation entre la résistance et la procédure de négociations avec l'ennemi occupant.

Mechaal a confirmé que le peuple palestinien a montré à travers ses souffrances, ses grands sacrifices qu'il s'attache toujours à ses droits légaux, malgré la guerre sauvage des néo-nazis sionistes qui ont tenté d'affaiblir la volonté très solide du peuple palestinien qui est parue très vigoureuse durant les 22 jours d'agressions sionistes contre les civils innocents de Gaza, notamment les enfants, les femmes et personnes âgées, mais l'ennemi occupant a complètement échoué d'influer sur la patience et la résistance nationale du peuple palestinien.

"L'occupation n'a rien réalisé de ses objectifs annoncés durant sa guerre, sauf de perpétrer des crimes de guerre flagrants, ainsi que des violations, sans précédent, aux lois, chartes, règles internationales et humanitaires, avant d'être obligé de se retirer sous les frappes de la résistance nationale de toutes les factions palestiniennes", a ajouté Mechaal.

Mechaal a affirmé que les palestiniens ont résisté au niveau politique et sur le terrain de la bataille, et ont imposé leurs conditions légaux à la communauté internationale, au moment où l'occupation a perdu tout son prestige mondial, après avoir commis des crimes, sans précédent, en utilisant des armes lourdes et des obus phosphoriques interdites, contre des civils innocents, les sièges onusiens et ceux de la société civile dans la

Bande de Gaza.

Le dirigeant du Hamas a considéré que la victoire de Gaza, est un triomphe pour le peuple palestinien, la nation arabo-musulmane, les hommes libres au monde entier et pour toute l'humanité, en saluant leur soutien historique à la question palestinienne légitime face à la barbarie des néo-nazis sionistes qui tentent par tous les moyens de liquider les droits palestiniens, notamment à travers la manipulation de la communauté internationale contre les palestiniens innocents qui sont privés depuis plus de 60 ans de leurs terres d'origines.

"On veut une réconciliation basée sur des agendas nationaux de résistance et non pas sur d'autres capitulations", a souligné le chef du bureau politique du Hamas.

Mechaal a averti que les aides humanitaires et les aides financières pour la reconstruction des infrastructures de Gaza, doivent être envoyées à ceux qui ne sont pas connus d'affaires de fraudes et de corruption, en appelant à les présenter directement aux fidèles du peuple palestinien, tout en insistant sur la levée durable du blocus, ainsi que l'ouverture de tous les passages, notamment celui de Rafah.

Mechaal a critiqué fortement la position des dirigeants de l'union européenne qui tentent de voler la victoire du peuple palestinien, par des mesures en faveur de l'occupation israélienne, tout en les rappelant que tout peuple agressé par l'occupation a le droit de résister et lutter par tous les moyens possibles, dont la résistance militaire, et en soulignant que le Hamas a eu sa légitimité à travers des élections démocratiques et doit être traité d'une manière légale et juste, surtout que le Hamas représente une majorité écrasante dans la scène palestinienne.

http://www.alterinfo.net/Mechaal-la-bataille-de-Gaza-a-etabli-une-serieuse-strategie-pour-la-liberation-de-la-Palestine-_a28857.html

1-4 Une perte décisive pour Israël.

Les objectifs israéliens de la guerre contre Gaza ont été définis bien avant son lancement : chasser le mouvement et le gouvernement Hamas, réinstaller le leader du Fatah, Mahmoud Abbas à Gaza, et mettre fin à la résistance armée.

Deux autres objectifs n'étaient pas annoncés.

D'abord, restaurer la confiance vacillante du public israélien dans ses forces armées après leur défaite par le Hezbollah en 2006.

Ensuite, rehausser le gouvernement de coalition aux prochaines élections.

Mousa Abu Marzook (chef adjoint du bureau politique du Hamas) : En conséquence, nous déclarons qu'Israël a perdu, et perdu de façon décisive. Qu'a-t-il réussi ? Le meurtre d'un grand nombre de civils, enfants et femmes, et la destruction des maisons, des bâtiments ministériels et autres infrastructures avec les armes US de pointe, et autres produits chimiques et phosphoriques internationalement interdits. Près de 2.000 enfants ont été tués et blessés dans la poursuite désespérée de buts politiques.

Beaucoup d'organismes internationaux ont qualifié ces attaques de crimes de guerre, pourtant c'est à peine si nous avons entendu prononcer un mot de dénonciation par un quelconque dirigeant occidental. Quel message l'Union Européenne veut-elle adresser aux Palestiniens par ce silence honteux sur ces crimes, alors qu'elle parle sans cesse des droits de l'homme ?

Ces trois dernières semaines, et les 18 mois qui les ont précédées, ont à tout du moins prouvé que les Palestiniens ne peuvent être brisés par la famine, l'étranglement économique ou l'attaque brutale. Les dirigeants européens n'ont qu'une seule option : reconnaître le résultat du processus démocratique qu'ils avaient appelé de leurs vœux et soutenu.

L'attaque n'a réussi ni à miner ni à affaiblir le gouvernement dirigé par le Hamas, ni à retourner les Palestiniens contre le Hamas. Au contraire, le soutien public est plus fort que jamais, en Palestine et dans le monde entier. Les capacités militaires du Hamas n'ont pas non plus été amoindries.

Ceci explique la précipitation d'Israël à signer un accord si étrange avec les USA pour empêcher que des armes ne parviennent au Hamas. Il est voué à l'échec. Comme l'ont reconnu l'ancien chef d'Etat major israélien Moshe Ya'alon et Binyamin Netanyahu, les forces israéliennes n'ont pas atteint leurs objectifs.

Pourquoi Israël a-t-il droit à un flot continu des armes les plus léthales, dont des armes interdites, alors qu'on ne reconnaît pas aux mouvements de résistance nationale les moyens de se défendre ? Les lois internationales reconnaissent aux nations occupées le droit de résister à leur occupant, et c'est un droit que nous voulons exercer pleinement.

Israël doit accepter la réalité, à savoir qu'il est incapable de briser la résistance palestinienne. De la même manière, l'Europe doit accepter que ramener Abbas sur un char israélien n'est pas une option. Ni ne le sont les tentatives de gagner par la « diplomatie » ce que la puissance de l'armée israélienne n'a pas réussi à obtenir par la force.

Décider que toute l'aide pour la reconstruction de Gaza doit passer par le gouvernement illégal de Salam Fayyad suggère qu'il n'y a pas de fin à l'exploitation des Palestiniens par quelques parties. Nous ne cesserons jamais de prôner l'unité nationale, mais nous ne permettrons jamais qu'on y parvienne en compromettant les droits palestiniens.

Et nous disons au Président Obama : la vague d'espoir qu'a suscité votre élection a été grandement refroidie par votre silence sur le massacre de Gaza. Ceci a été aggravé par votre déclaration pré-électorale aux côtés des colons israéliens de Sderot.

Vous feriez bien de connaître l'histoire des lieux dont vous parlez. Sderot, qui est peut-être connue par certains comme une ville israélienne, a été construite sur les ruines de Najd, un village palestinien dévasté en mai 1948 par les bandes terroristes sionistes. Les villageois ont été expulsés de leurs lits et de leurs maisons, avec rien

d'autres que les vêtements qu'ils portaient, faisant d'eux des réfugiés pour les 61 années à venir. Voilà l'histoire de Sderot.

Ce n'est jamais un bon début d'indifférencier le tyran et la victime, mais il y a toujours la place pour un regain d'optimisme. Vous ne pourrez démarrer une nouvelle relation avec le monde musulman que si vous décidez d'aborder avec impartialité la question des 6 millions de réfugiés palestiniens et la fin de l'occupation des terres palestiniennes.

Source : [Guardian](#)

1-5 John Ging, chef de l'UNRWA à Gaza : le Hamas est renforcé.

L'offensive menée pendant trois semaines par les Israéliens à Gaza a renforcé la mainmise du Hamas sur ce territoire palestinien, a déclaré le responsable local de l'agence des Nations unies pour l'aide aux réfugiés (UNRWA).

L'Irlandais John Ging, interrogé de Genève par des journalistes, a souligné que seule une enquête indépendante sur les éventuelles exactions commises dans la bande de Gaza serait en mesure de calmer la colère des Palestiniens.

Il a suggéré au nouvel émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, qui vient d'être nommé par [Barack Obama](#), de se rendre sur place pour rencontrer et interroger les Gazaouis.

"Ma première requête à l'administration américaine, c'est de parler à l'homme de la rue à Gaza. Venez à Gaza et parlez avec les gens - les mères, les pères, les responsables de la société civile, les gens qui ne se mêlent pas de politique", a-t-il dit.

"Ils sont encore sous le choc des bombardements mais leur colère ne cesse de monter."

Il faut de toute urgence, a-t-il ajouté, établir l'étendue des pertes humaines et des destructions, grâce à un mécanisme crédible, afin de canaliser cette colère.

"Les résistants de Gaza - ils sont plus nombreux aujourd'hui qu'au début du conflit (le 27 décembre) - sont persuadés qu'il n'y a pas de justice à attendre des règles de droit. Nous devons démontrer qu'ils se trompent", a ajouté Ging.

POUR UNE ENQUÊTE IMPARTIALE

Une enquête indépendante doit établir ce qui s'est vraiment passé, des deux côtés, car des civils israéliens ont également souffert, a-t-il poursuivi.

"C'est un défi que nous devons relever. Si nous ne le faisons pas, alors nous donnerons raison aux extrémistes de Gaza."

Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a demandé cette semaine des explications aux autorités israéliennes au sujet du bombardement d'installations de l'UNRWA dans la bande de Gaza.

L'offensive israélienne qui s'est achevée dimanche au terme de 22 jours de combats illustre "l'échec politique collectif" et impose "un énorme effort international", a-t-il jugé après une tournée au Proche-Orient.

Ban Ki-moon s'est rendu mardi dans la bande de Gaza, où 1.300 Palestiniens ont été tués dans l'opération de Tshal qui visait notamment à mettre un terme aux tirs de roquettes en territoire israélien.

Le secrétaire général de l'Onu a dit avoir invité [Israël](#) à enquêter de façon exhaustive sur plusieurs "attaques scandaleuses d'installations de l'Onu", dont une école utilisée comme abri et un entrepôt d'aide humanitaire.

"J'attends une explication complète pour chaque incident et je souhaite que les responsables aient à rendre compte de leurs actes", a-t-il souligné.

Source : Stephanie Nebehay

Version française [Guy Kerivel](#)

Reuters

23-01

1-6 Abbas peut-il survivre à la guerre contre Gaza ?

Al Jazeera

Mouin Rabbani, rédacteur au magazine Middle East Report, explique à Al Jazeera ce que signifie la guerre israélienne contre Gaza pour le Président palestinien, Mahmoud Abbas, et sa faction Fatah et quelles peuvent en être les autres répercussions.

Question : si les bombardements israéliens s'arrêtent, quelle sera la principale bataille politique pour les Palestiniens ?

La bataille la plus difficile qui se livrera au sein du système politique palestinien une fois que cette guerre se calmera sera celle que mènera Mahmoud Abbas pour sa survie politique.

Depuis qu'il a accédé à la présidence en novembre 2004, il a subi des pressions formidables et des critiques de plus en plus nombreuses à cause de l'échec total de chacune de ses stratégies.

Importe-t-il que ce soit lui le président ou quelqu'un d'autre sorti du même moule que lui ?

De l'avis de plus en plus de Palestiniens il importe de le remplacer par un dirigeant représentant plus authentiquement son peuple.

Ces dix dernières années, le Fatah, épine dorsale du mouvement national palestinien en dépit de la montée du Hamas, est devenu de plus en plus amer et divisé.

[Les factions du Fatah] n'ont été unies qu'une seule fois ces dix dernières années et ce fut en novembre 2004 afin de nommer Mahmoud Abbas pour succéder à Yasser Arafat.

Depuis, elles sont en guerre. Le mouvement se désagrège.

La nouvelle administration étasunienne essaiera-t-elle de trouver une personne pour ce rôle ?

Non, parce que c'est ce que les États-Unis ont fait la dernière fois. La désignation du leadership palestinien doit être une décision nationale palestinienne. C'est tout.

Je suis d'avis que l'écart s'élargit entre Abbas et son entourage d'une part, et la base du mouvement Fatah d'autre part.

Bientôt les cercles rivaux du Fatah seront capables de s'unir à nouveau, cette fois pour jeter Abbas par-dessus bord avant qu'il ne les entraîne avec lui dans le navire en perdition qu'est sa présidence.

Si Israël décide d'arrêter sa guerre, le fera-t-il pour empêcher le Hamas d'avoir la satisfaction d'obtenir un accord international ?

Depuis le début de cette guerre j'ai toujours dit que si Israël a pour principal objectif de *dé légitimer* le Hamas, il n'y aurait pas de sens d'un point de vue israélien à souscrire à un accord de cessez-le-feu auquel le Hamas est également partie.

Encore une fois, d'un point de vue israélien, il est plus logique de faire une déclaration unilatérale : nous arrêtons les bombardements à partir d'aujourd'hui, de lundi ou peu importe. Voici les nouvelles règles ; si on jette ne fût ce qu'une boîte de coca au-dessus de la frontière entre Israël et Gaza, nous envoyons un F-16 - aucun cessez-le-feu ne nous en empêche, de sorte que si nous apprenons qu'un dirigeant x du Hamas se trouve dans une maison donnée, comme il n'y a pas de cessez-le-feu nous envoyons les missiles.

Vous avez plus ou moins un conflit sans fin, mais l'offensive principale se sera terminée. La situation ressemblera beaucoup à celle que nous connaissons depuis 2002 - depuis la grande invasion israélienne de la Cisjordanie à l'époque.

Les Israéliens prennent-ils leur décision maintenant pour donner plus de poids aux entretiens entre l'Arabie Saoudite et l'Égypte plutôt que de légitimer ce qui s'est passé ici au Qatar où le Hamas s'est vu accorder l'avant de la scène ?

Cela fait probablement partie de leurs calculs.

Il se peut bien qu'Israël annonce la cessation unilatérale de l'offensive, plutôt qu'une cessation unilatérale des hostilités avant la réunion du Koweït.

Les Israéliens espèrent ainsi couper l'herbe sous les pieds de la réunion du Koweït dont les participants pourront alors prétendre que la simple menace de la convocation d'un « véritable sommet arabe » a stoppé Israël net et que par conséquent il n'est pas vraiment nécessaire de prendre des décisions sérieuses à cette réunion.

Donc, en d'autres termes, Israël fournira des munitions au prétendu axe de la modération et du pragmatisme.

On nous dit que le « protocole d'accord » - qui désigne le marché passé entre les États-Unis et Israël - concerne l'arrêt de la contrebande d'armes à Gaza. Est-ce qu'il y a plus que cela ?

Oui. C'est le cadeau d'adieu de George Bush à Israël et à l'administration étasunienne qui a incinéré quatre pays en moins de dix ans : l'Afghanistan, l'Irak, le Liban et maintenant la Palestine.

Le protocole donne aux États-Unis un rôle direct dans la guerre d'Israël contre le Hamas.

Les Américains ne publieront même pas les détails de cet accord.

D'après certaines informations, un rôle serait également dévolu à l'OTAN ; toutefois, empêcher le réarmement et le réapprovisionnement du Hamas n'est pas simplement un problème israélien, c'est un problème international

<http://www.alterinfo.net/Abbas-peut-il-survivre-a-la-guerre-contre-Gaza- a28765.html>

1-7 Jonathan Cook : La doctrine israélienne du ravage.

Dans les derniers jours avant qu'Israël impose un cessez-le-feu unilatéral à Gaza pour éviter d'embarrasser la future administration Obama, ce pays a renforcé son agression, poussant ses troupes plus profondément dans la ville de Gaza, intensifiant ses tirs d'artillerie, entraînant le déplacement de milliers d'autres personnes.

La stratégie militaire d'Israël à Gaza, même dans ce que ses responsables ont appelé l'« acte final, » poursuivait un plan établi lors de la guerre du Liban, il y a plus de deux ans.

À cette époque, en un mois de frappes aériennes intenses, Israël avait détruit une grande partie de l'infrastructure du Liban. Même dans les dernières heures de la guerre, alors que le cessez-le-feu était en cours de finalisation, Israël a lancé plus d'un million de bombes à fragmentation au Sud Liban, apparemment dans l'espoir de rendre la région aussi inhabitable que possible.

De même, la destruction par Israël de la Bande de Gaza s'est poursuivie avec une vigueur acharnée jusqu'au tout dernier moment, même si, selon des articles dans les médias israéliens, l'armée de l'air avait épuisé ce qu'elle appelait sa « collection de cibles du Hamas » dès les premiers jours de combat.

Les militaires ont éludé le problème en élargissant la définition des immeubles affiliés au Hamas. Ou, comme un haut fonctionnaire l'a expliqué : « *Il y a de nombreux aspects concernant le Hamas, et nous essayons de les frapper dans leur intégralité, car tous sont liés et tous soutiennent le terrorisme contre Israël.* »

Cela a permis d'inclure dans les cibles les mosquées, les universités, la plupart des bâtiments gouvernementaux, les tribunaux, 25 écoles, 20 ambulances et plusieurs hôpitaux, aussi bien que les ponts, les routes, 10 centrales électriques, les égouts, et 1500 usines et 1500, ateliers et magasins.

Les responsables de l'Autorité Palestinienne à Ramallah évaluent les dégâts jusqu'ici à 1,9 milliard de dollars, en faisant remarquer qu'au moins 21.000 immeubles résidentiels ont besoin d'être réparés ou reconstruits, ce qui pousse une fois de plus 100.000 Palestiniens dans des camps de réfugiés. Par ailleurs, 80 pour cent de la totalité de l'infrastructure agricole et des cultures ont été détruits. L'Autorité Palestinienne a précisé que son estimation est « prudente. »

Israël ne regrettera rien de tout cela. En fait, loin d'être des dommages collatéraux malchanceux, la dévastation généralisée était l'objectif implicite de l'offensive. Israël, tout comme les militaires, ont cherché cette politique de neutralisation du Hamas par la destruction généralisée des infrastructures et de l'économie de Gaza.

Cette politique est connue sous le nom de « Doctrine Dahiya, » du nom d'une banlieue de Beyrouth, pratiquement rasée lors de l'attaque d'Israël contre le Liban en été 2006. Cette doctrine a été résumée dans une phrase de Dan Halutz, chef d'état-major d'Israël à l'époque. Il a dit que le bombardement du Liban pourrait le « faire retourner 20 ans en arrière. »

Le commandant du sud d'Israël, Yoav Galant, s'est fait l'écho de ces sentiments le premier jour de l'offensive sur Gaza : l'objectif, a-t-il dit, c'est « d'expédier Gaza à des décennies dans le passé. »

Au-delà de ces petites phrases, Gadi Eisenkot, chef du commandement du nord d'Israël, a clarifié en octobre les aspects pratiques de la stratégie : « Ce qui est arrivé dans le quartier de Dahiya à Beyrouth en 2006 arrivera dans tout village sur lequel Israël tirera. Nous emploierons une force disproportionnée contre eux et nous provoquerons là-bas beaucoup de dommages et de destructions. De notre point de vue ce ne sont pas des villages civils, ce sont des bases militaires. Ce n'est pas une recommandation. C'est un plan. »

Dans l'interview, le général Eisenkot parlait de la prochaine reprise des hostilités contre le Hezbollah. Cependant, cette doctrine a été aussi conçue pour servir dans la Bande de Gaza.

Gabriel Siboni, un colonel de réserve, a exposé le nouveau « concept sécuritaire » dans un article publié par l'Institut des Études sur la Sécurité Nationale de l'Université de Tel Aviv, deux mois avant l'attaque contre Gaza. Les stratégies militaires conventionnelles pour faire la guerre contre les États et les armées, écrivait-il, ne peuvent pas vaincre les mouvements de résistance du socle national, comme le Hezbollah et le Hamas, qui ont des racines profondes dans la population locale.

L'objectif est plutôt d'utiliser la « force disproportionnée, » de façon à « infliger des dommages et de mettre en face d'un châtement d'une ampleur telle qu'il exigera de longues et coûteuses procédures de reconstruction. »

Le colonel Siboni a reconnu, comme les « décideurs et l'élite au pouvoir, » que la principale cible du déchaînement d'Israël comporte les « *intérêts économiques et les centres du pouvoir civil qui soutiennent l'organisation [ennemi].* »

Le colonel Siboni a concédé que, le mieux que puisse espérer Israël contre le Hamas et le Hezbollah, c'est un cessez-le-feu dans des conditions favorables pour Israël, et de repousser la prochaine confrontation en laissant « l'ennemi se démener dans de coûteuses et longues procédures de reconstruction. »

Cependant, dans le cas de la longue reconstruction de Gaza, Israël a dit espérer ne pas répéter les erreurs du Liban. À l'époque, le Hezbollah, avec l'aide de fonds iraniens, a encore renforcé son prestige dans la population locale en avançant rapidement le financement de la reconstruction des maisons libanaises détruites par Israël. Selon les médias israéliens, le Ministère des Affaires Étrangères a déjà rassemblé un groupe de travail pour « le lendemain, » afin d'assurer que ni le Hamas ni l'Iran n'apportent de crédit pour la reconstruction de Gaza. Israël veut que toute l'aide soit acheminée par l'intermédiaire de l'Autorité Palestinienne ou d'organismes internationaux. Le bouclage de la Bande de Gaza, pour empêcher la contrebande à travers les tunnels sous la frontière avec l'Égypte, fait partie intégrante de cette stratégie.

À la grande satisfaction d'Israël, la reconstruction de Gaza risque d'être encore plus lente que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre.

Les diplomates font remarquer que, même si l'aide occidentale afflue vers l'Autorité Palestinienne, elle aura peu d'effet si Israël maintient le blocus, freine les importations d'acier, de ciment et d'argent.

Et les donateurs internationaux ont déjà signalé être fatigués de financer des projets de construction à Gaza seulement pour les voir détruits par Israël peu de temps après.

La semaine dernière, manifestant bien plus que de l'exaspération, le Ministre des Affaires Étrangères de Norvège, Jonas Gahr Støre, a résumé l'opinion générale des bailleurs de fonds : « *Donnerons-nous encore une fois pour la construction de quelque chose qui est détruit, reconstruit et détruit ?* »

Jonathan Cook

Texte original en anglais, Israel's Doctrine of Destruction, Bombs to 'send Gaza back decades', publié le 21 janvier 2009.

Traduction: Pétrus Lombard.

Jonathan Cook est écrivain et journaliste à Nazareth en Israël. Son dernier livre est « *Disappearing Palestine: Israel's Experiments in Human Despair* » (Faire disparaître la Palestine : Les expériences d'Israël dans le désespoir humain) (Zed Books).

Son site Internet est www.jcook.net.

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=11960>

2 Annexe

2-1 L'invasion israélienne et les gisements gaziers de Gaza situés au large des côtes.

La guerre pour le gaz naturel

Israël: Au lieu d'acheter le gaz situé au large des côtes aux Palestiniens, ils mènent la plus minable des guerres – et l'Occident les protège

par Michel Chossudovsky*

L'invasion militaire de la Bande de Gaza par les Forces israéliennes, est directement liée à la possession et au contrôle de réserves stratégiques de gaz en mer. Il s'agit d'une guerre de conquête: on a découvert de vastes réserves de gaz au large du littoral de Gaza en 2002.

Dans un accord signé en novembre 1999, l'Autorité Palestinienne (AP) a garanti des droits de prospection de gaz et de pétrole d'une durée de 25 à British Gas (BG Group) et son partenaire situé à Athènes Consolidated Contractors International Company (CCC), une propriété des familles libanaises Sabbagh et Koury. Ces droits sur les gisements de gaz en mer sont de 60% pour British Gas, de 30% pour Consolidated Contractors, et de 10% pour le Fonds d'investissement palestinien. («Haaretz», 21/10/07)

L'accord AP-BG-CCC inclut l'exploitation des gisements et la construction d'un gazoduc. (Middle East Economic Digest, 5/1/01)

La licence de BG couvre toute la zone maritime située au large de Gaza, laquelle est contiguë à plusieurs installations gazières israéliennes. (Voir les cartes ci-contre). Il convient de souligner que 60% des réserves de gaz le long du littoral de Gaza et d'Israël appartient à la Palestine.

BG Group a foré deux puits en 2000: Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. British Gas estime que les réserves sont de l'ordre de 1,4 billions de pieds cubes, évaluées à environ 4 milliards de dollars. Ce sont les chiffres publiés par British Gas. La dimension des réserves de gaz palestiniennes pourrait s'avérer largement supérieure.

Qui possède les réserves de gaz?

La question de la souveraineté sur les gisements gaziers de Gaza est cruciale. D'un point de vue légal, ces réserves appartiennent à la Palestine. La mort de Yasser Arafat, l'élection du gouvernement du Hamas, ainsi que la débâcle de l'Autorité Palestinienne ont permis à Israël de prendre de facto le contrôle de ces réserves.

British Gas (BG Group) a négocié avec le gouvernement de Tel-Aviv. En revanche, le gouvernement du Hamas n'a pas été consulté en ce qui a trait à la prospection et l'exploitation des gisements gaziers.

L'élection du premier ministre Ariel Sharon en 2001 fut un tournant majeur dans cette affaire. A l'époque, la souveraineté de la Palestine sur les réserves gazières en mer était contestée à la Cour suprême d'Israël. M. Sharon affirmait sans ambiguïté qu'«Israël n'achèterait jamais de gaz de la Palestine», suggérant ainsi que les réserves marines de Gaza appartenaient à Israël.

En 2003, Ariel Sharon a opposé son veto à un premier accord, qui aurait permis à British Gas d'approvisionner Israël en gaz naturel provenant des puits marins de Gaza. («The Independent», 19/8/03).

La victoire électorale du Hamas en 2006 a contribué à la chute de l'Autorité Palestinienne, par conséquent confinée à la Cisjordanie sous le régime mandataire de Mahmoud Abbas.

En 2006, British Gas «était sur le point de signer un accord pour acheminer le gaz en Egypte.» («Times», 28/5/07). Selon les reportages, le premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair est intervenu pour le compte d'Israël pour faire capoter l'accord avec l'Egypte.

L'année suivante, en mai 2007, le Cabinet israélien a approuvé une proposition du premier ministre Ehud Olmert, «d'acheter du gaz de l'Autorité Palestinienne.» Le contrat proposé était de 4 milliards de dollars et les profits envisagés à 2 milliards de dollars, dont un milliard irait aux Palestiniens.

Toutefois, Tel-Aviv n'avait aucune intention de partager ses recettes avec la Palestine. Une équipe de négociateurs israéliens a été constituée par le Cabinet israélien afin d'arriver à un accord avec le BG Group en écartant à la fois le gouvernement du Hamas et l'Autorité Palestinienne:

«Les autorités de la Défense israéliennes veulent que les Palestiniens soient payées en biens et en services, et insistent pour que le gouvernement du Hamas ne reçoive aucun argent.» (Ibid, souligné par l'auteur.)

L'objectif était avant tout de rendre caduc le contrat signé en 1999 entre le groupe BG Group et l'Autorité Palestinienne, alors sous Yasser Arafat.

En vertu de l'accord proposé en 2007 avec BG, le gaz palestinien des puits marins de Gaza devait être acheminé au port israélien d'Ashkelon par un gazoduc sous-marin, transférant ainsi à Israël le contrôle de la vente du gaz naturel.

Le plan a échoué et les négociations ont été suspendues:

«Le chef du Mossad, Meir Dagan, s'est opposé à la transaction pour des raisons de sécurité, craignant que les recettes engrangées ne servent à financer le terrorisme (Membre de la Knesset Gilad Erdan, allocution à la Knesset sur «Les intentions du vice-premier ministre Ehud Olmert d'acheter du gaz des Palestiniens alors que les paiements profiteront au Hamas», (1/3/06, cité dans l'article du lieutenant-général (à la retraite) Moshe Yaalon, Does the Prospective Purchase of British Gas from Gaza's Coastal Waters Threaten Israel's National Security? Jerusalem Center for Public Affairs, octobre 2007).

L'intention d'Israël était d'éviter la possibilité que des redevances soient payées aux Palestiniens. En décembre 2007, BG Group s'est retiré des négociations avec Israël, et, en janvier 2008, ils ont fermé leur bureau en Israël. (site Internet de BG).

Le plan d'invasion à l'étude

Selon des sources militaires israéliennes, le plan d'invasion de la bande de Gaza, nommé l'«Opération Cast Lead» (Opération plomb durci) a été mis en branle en juin 2008:

«Des sources de la Défense ont déclaré qu'il y a six mois [en juin ou avant], le ministre de la Défense Ehoud Barak a demandé aux Forces israéliennes de se préparer pour cette opération, bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas. (Barak Ravid, Operation «Cast Lead»: Israeli Air Force strike followed months of planning, «Haaretz», 27/12/08)

Durant ce même mois, les autorités israéliennes ont contacté British Gas afin de reprendre des négociations cruciales relativement à l'achat du gaz naturel de Gaza:

«Les directeurs général du Trésor et du ministère des Infrastructures nationales Yarom Ariav et Hezi Kugler ont convenu d'informer BG qu'Israël souhaitait renouer les pourparlers.

Les sources ont ajouté que BG n'a pas encore répondu officiellement à la requête d'Israël, mais que des cadres de la compagnie viendraient probablement en Israël dans quelques semaines afin de discuter avec des officiels du gouvernement.» (Globes online-Israel's Business Arena, 23/6/08)

Chronologiquement, la décision d'accélérer les négociations avec British Gas (le Groupe BG) coïncidait avec la planification de l'invasion de Gaza amorcée en juin. Il semble qu'Israël s'empressait de conclure un accord avec BG Group avant l'invasion, dont la planification était déjà à un stade avancé.

Qui plus est, ces négociations étaient menées par le gouvernement d'Ehoud Olmert, qui était au courant qu'une invasion militaire était planifiée. Selon toute vraisemblance, le gouvernement israélien envisageait aussi un nouvel accord politico-territorial «d'après-guerre» pour la bande de Gaza.

En fait, les négociations entre British Gas et les officiels israéliens étaient en cours en octobre 2008, soit 2 à 3 mois avant le début des bombardements le 27 décembre.

En novembre 2008, les ministères israéliens des Finances et des Infrastructures nationales ont sommé Israel Electric Corporation (IEC) d'entamer des négociations avec British Gas concernant l'achat de gaz naturel de ses concessions en mer à Gaza. (Globes, 13/11/08)

Yarom Ariav, directeur général du ministère des Finances, et Hezi Kugler, directeur général du ministère des Infrastructures Nationales, ont écrit récemment à Amos Lasker, chef de la direction d'IEC, l'informant de la décision du gouvernement de permettre aux négociations d'aller de l'avant, conformément à la proposition cadre approuvée plus tôt cette année.

Il y a quelques semaines, le conseil d'administration d'IEC, dirigé par le président Moti Friedman, a approuvé les principes de la proposition cadre. Les pourparlers avec BG Group commenceront dès que le conseil d'administration approuvera l'exemption pour l'offre. (Globes, 13/11/08)

Gaza et la géopolitique de l'énergie

L'occupation militaire de Gaza a pour but de transférer la souveraineté des gisements gaziers à Israël, en violation du droit international.

A quoi pouvons-nous nous attendre après l'invasion?

Quelle est l'intention d'Israël en ce qui concerne le gaz naturel de la Palestine?

Y aura-t-il un nouvel arrangement territorial, avec le stationnement de troupes israéliennes et/ou la présence de «forces de maintien de la paix»?

Assisterons-nous à la militarisation de la totalité du littoral de Gaza, lequel est stratégique pour Israël?

Les gisements gaziers palestiniens seront-ils purement et simplement confisqués, et la souveraineté israélienne sur les zones maritimes de la bande de Gaza sera-t-elle déclarée unilatéralement?

Si cela devait arriver, les gisements gaziers de Gaza seraient intégrés aux installations adjacentes d'Israël en mer. (Voir la carte ci-dessus).

Ces diverses installations en mer sont aussi reliées au couloir de transport énergétique d'Israël, qui se prolonge du port d'Eilat, port maritime terminal du pipeline sur la Mer Rouge, au terminal du pipeline à Ashkelon, et vers Haïfa au nord. Le corridor se rattacherait éventuellement par un pipeline israélo-turc, actuellement à l'étude, au port turc de Ceyhan.

Ceyhan est le terminal du pipeline Trans-Caspien Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). «On envisage la liaison du pipeline BTC au pipeline Trans-Israel Eilat-Ashkelon, aussi connu sous le nom d'Israel's Tipline.» (Voir Michel Chossudovsky, *The War on Lebanon and the Battle for Oil*, Global Research, 23/7/06). •

Source: *Mondialisation.ca*, le 12 janvier 2009

(Traduction Pétrus Lombard. Révisée par Julie Lévesque pour *Mondialisation.ca*)

* Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de *Guerre et mondialisation*, *La vérité derrière le 11 septembre* et de *la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial* (best-seller international publié en 11 langues). Ceyhan est le terminal du pipeline Trans-Caspien Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). «On envisage la liaison du pipeline BTC au pipeline Trans-Israel Eilat-Ashkelon, aussi connu sous le nom d'Israel's Tipline.» (Voir Michel Chossudovsky, *The War on Lebanon and the Battle for Oil*, Global Research, 23/7/06). •

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=1371>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19